

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
320 chemin de Maquens
ZI la Bouriette – CS 70069
CEDEX 09
11807 Carcassonne

Carcassonne, le 5 mars 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 3 décembre 2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TERREAL LABASTIDE d'ANJOU

LE SEGALA
11320 Labastide D'anjou

Références : UID11/66-C3-2025-059
Code AIOT : 0006600156

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/12/2024 dans l'établissement TERREAL LABASTIDE d'ANJOU implanté LE SEGALA 11320 LABASTIDE D'ANJOU. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TERREAL LABASTIDE d'ANJOU
- LE SEGALA 11320 LABASTIDE D'ANJOU
- Code AIOT : 0006600156
- Régime : Autorisation

Cette usine de la société TERREAL fabrique des tuiles pour le secteur du bâtiment.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 28/04/2008, article 3.2.3	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 28/04/2008, article 7.3.3	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Modifications et cessation d'activité	Arrêté Préfectoral du 28/04/2008, article 1.71	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Conditions de rejet	Arrêté Préfectoral du 28/04/2008, article 3.2.1	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 28/04/2008, article 4.1.1	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 28/04/2008, article 4.1.3	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 28/04/2008, article 4.2.2	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
10	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 28/04/2008, article 4.2.4.2	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
11	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 28/04/2008, article 4.3.5	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
12	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 28/04/2008, article 4.3.13	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 28/04/2008, article 3.2.4	Susceptible de suites	Sans objet
6	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 28/04/2008, article 3.2.5	Susceptible de suites	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant suit ses installations et respecte une partie des dispositions contrôlées.

Toutefois, l'exploitant doit transmettre plusieurs justificatifs et documents pour confirmer le respect de certaines prescriptions contrôlées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2008, article 3.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 04/05/2023 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Voir arrêté
Constats : L'exploitant a fourni le rapport de contrôle n° E49345202401R001(M01) réalisé par DEKRA en 2024 dans le cadre des contrôles inopinés imposés par la DREAL. Ce rapport indique la conformité des rejets aux valeurs limites (concentrations et flux de polluants ainsi que vitesse d'éjection) prescrites par l'arrêté préfectoral n° 2008-11-3342 du 28 avril 2008. Toutefois, il ressort de ce rapport que le débit nominal du point de rejet « Four Segala 4 » qui est de 41 400 m³/h pour une valeur limite minimale nécessaire de 90 000 m³/h. Aucune explication n'est donnée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit fournir à l'inspection des éléments concernant le non-respect de la valeur réglementaire de débit pour le point de rejet « Four Segala 4 » et justifiant la mise en conformité du rejet.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Prevention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2008, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques - mise a la terre
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 04/05/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>
Constats : <p>L'exploitant a fourni le rapport de contrôle électrique réalisé en octobre 2024. Ce rapport fait état de 15 non-conformités dont plusieurs récurrentes.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées le plan de mise en conformité de ses installations électriques accompagné d'un échéancier.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Modifications et cessation d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2008, article 1.71
Thème(s) : Situation administrative, Porter à connaissance
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 04/05/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les</p>

éléments d'appréciation.
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'un porter à connaissance relatif aux diverses évolutions du site était en cours de finalisation afin de compléter/modifier les prescriptions de l'arrêté n° 2008-11-3342 du 28 avril 2008.</p> <p>Il a été rappelé que ce porter à connaissance devait :</p> <ul style="list-style-type: none"> - être impérativement transmis au premier semestre 2025, - être établi conformément aux dispositions de l'article 1.71 de l'arrêté n° 2008-11-3342 du 28 avril 2008 et de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement en transmettant un dossier comportant l'ensemble des éléments d'appréciation et explicitant les impacts des modifications prévues sur les différents items du dossier de demande d'autorisation, notamment, l'étude d'impact (rejet air, rejet eau pluviales et usées, les déchets...) et l'étude des dangers (les modifications peuvent modifier les dangers existants ou en engendrer des nouveaux...).
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées le porter à connaissance avant la fin du premier semestre 2025</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2008, article 3.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions générales
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 04/05/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droit pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions de la norme NF 44-052 (puis norme EN 13284-1) sont respectées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a procédé à la mise en conformité des trappes de mesures et fait compléter les rapports de contrôle avec les informations manquantes identifiées lors de la visite de 2023.</p> <p>Toutefois, le rapport de contrôle des rejets atmosphériques de 2024 (contrôle inopiné) fait état du non-respect de plusieurs normes de prélèvement ou d'analyse dont l'impact sur les résultats est estimé de faible à modéré.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit fournir à l'inspection des éléments concernant la mise en conformité des points de rejets aux normes de prélèvement ou d'analyse.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2008, article 3.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 04/05/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Voir arrêté
Constats : Suite aux constats de l'inspection de 2023, l'exploitant a indiqué que le dépassement, en 2022, de la valeur limite de concentration pour le paramètre fluor du séchoir S5 était lié à une faible vitesse d'éjection des rejets du fait du faible chargement de la ligne de production lors des mesures. Le rapport de contrôle de 2024 met en évidence le respect de la vitesse d'éjection des rejets et de la valeur limite de concentration du paramètre fluor du séchoir S5 avec un chargement optimal de la ligne de production.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2008, article 3.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Quantités maximales rejetées
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 04/05/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Voir arrêté
Constats :

Suite aux constats de l'inspection de 2023, l'exploitant a indiqué que le dépassement, en 2022, de la valeur limite de flux pour le paramètre fluor du séchoir S5 était lié à une faible vitesse d'éjection des rejets du fait du faible chargement de la ligne de production lors des mesures.

Le rapport de contrôle de 2024 met en évidence le respect de la vitesse d'éjection des rejets et de la valeur limite de flux du paramètre fluor du séchoir S5 avec un chargement optimal de la ligne de production.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2008, article 4.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Origine des approvisionnements en eau

Prescription contrôlée :

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités à 16 000 m³ sur l'année avec un débit maximal journalier de 50 m³.

A l'exception de l'alimentation de l'ordre de 8 m³/j des équipements sanitaires de l'établissement par le réseau public, les approvisionnements doivent provenir, par ordre de priorité selon les disponibilités, des ressources suivantes :

- une alimentation en eau brute depuis la retenue de la Ganguise située à 6 km
- le réseau public

Constats :

La consommation d'eau déclarée par l'exploitant en 2023 est de 13 100 m³, soit inférieure à la valeur limite de 16 000 m³.

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué avoir prélevé 8 300 m³ en 2024, à fin octobre.

Il a été rappelé que tout prélèvement de plus de 50 000 m³/an sur le réseau AEP ou 7 000 m³/an dans le milieu naturel devait faire l'objet d'une déclaration sur le site GERE.

Enfin, l'exploitant n'a pas pu justifier du respect du débit maximal journalier de prélèvement d'eau de 50 m³.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées un justificatif du respect du débit maximal journalier de prélèvement d'eau de 50 m³.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2008, article 4.1.3

Thème(s) : Risques chroniques, Protection des reseaux d'eau potable et des milieux de prelevement
Prescription contrôlée : Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bac de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans le réseau d'alimentation en eau brute.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pu justifier de l'installation d'un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bac de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sur les réseaux.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées les justificatifs de la présence d'un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bac de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes. Si aucun dispositif n'est installé, l'exploitant doit transmettre le plan de mise en conformité de ses réseaux accompagné d'un échancier.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2008, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des reseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, l'implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire,...), les secteurs collectés et les réseaux associés, les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...), les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
Constats :

Le plan des réseaux fourni par l'exploitant lors de l'inspection ne comportait pas l'ensemble des informations réglementaires.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées le plan mis à jour.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2008, article 4.2.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Isolement avec les milieux
Prescription contrôlée : Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que tous les points de rejet d'eaux pluviales étaient équipés de système d'obturation par ballon.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées : - les justificatifs de la présence de système d'obturation sur chacun des points de rejets, - la consigne relative à leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2008, article 4.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Localisation des points de rejet
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales non susceptibles d'être polluées sont rejetées dans le " contre-canal " longeant le canal du midi en deux points : exutoire 1 : eaux de toitures et de voiries ;

exutoire 2 : eaux de ruissellement des zones de stockage.
Constats : L'exploitant n'a pas pu justifier du respect de cette prescription. Le plan des réseaux doit être mis à jour (article 4.2.2) et permettra de vérifier le nombre de point de rejets des eaux non susceptibles d'être polluées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées le plan des réseaux mis à jour.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2008, article 4.3.13
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies : référence du rejet vers le milieu récepteur : " contre canal " (longeant le Canal du Midi) Paramètre Concentrations instantanées (mg/l) Matières en suspension (MEST) 100 si le flux est inférieur à 15 kg/j, 35 au-delà Hydrocarbures totaux 10 La superficie des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméabilisables est de : 110 000 m ² (dont 23 000 pour les toitures).
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant le rapport de contrôle des eaux résiduaires n° 134242570-001-1 réalisé par le bureau d'études APAVE. Ce rapport conclut au respect des valeurs limites de l'arrêté n° 2008-11-3342. Toutefois, il mentionne que : - seuls deux points sur cinq ont pu être contrôlés car les autres n'avaient pas de rejet, - le paramètre Indice Hydrocarbures (C5-C9) a été rendu avec un retrait de l'accréditation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit apporter des éléments d'explication concernant les deux points mentionnés par le rapport :

- nombre de points de rejet, 2 sur 5 : pourquoi n'ont-ils pas été réalisés à une autre période car en l'état il n'est pas possible de statuer sur la conformité des rejets de ces trois autres points ?
- retrait de l'accréditation pour le paramètre Indice Hydrocarbures (C5-C9) : pourquoi ce retrait et quel est son impact sur la mesure ?

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois